

## Nucléaire : trois scénarios, deux impasses

Que contiendra la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) ? Le monde de l'énergie est en surchauffe à une semaine de la publication de ce texte majeur, qui doit mettre en musique la loi de transition énergétique de 2015 pour les périodes 2018-2023 et 2024-2028. Dans ce dossier complexe, ultrasensible et qui a pris du retard - la première version de la PPE était attendue en juillet -, toute l'attention politico-médiatique est focalisée sur le nucléaire. Et en particulier sur la trajectoire de baisse de la place de l'atome dans la production d'électricité. La loi de 2015 prévoyait de ramener cette part à 50 % en 2025 (contre 71,6 % en 2017), un objectif repris dans le programme du candidat Macron. Mais fin 2017, Nicolas Hulot avait été obligé d'annoncer que la France ne tiendrait pas ce calendrier et l'avait repoussé à 2030-2035.



### Levier

Selon un document obtenu par l'AFP mardi, l'exécutif planche sur trois scénarios. Le premier, soutenu par le ministère de la Transition écologique, prévoit six fermetures de réacteurs d'ici à 2028, en plus des deux de la centrale alsacienne de Fessenheim, et six de plus d'ici à 2035, sur les 58 du parc nucléaire français actuel d'EDF. Il atteint les 50 % d'électricité nucléaire en 2035, avec 40 % d'électricité renouvelable dès 2030 (contre 17,6 % en 2017).

A l'opposé, le scénario poussé par Bercy et très favorable à EDF ne prévoit aucune fermeture supplémentaire de réacteurs d'ici la fin de la PPE en 2028 - la principale demande du PDG d'EDF, Jean-Bernard Lévy -, et seulement neuf fermetures entre 2028 et 2035. Conséquence : l'objectif de 50 % de nucléaire attendrait 2040. Ce scénario prévoit aussi la construction de quatre nouveaux réacteurs en plus de l'EPR de Flamanville d'ici à 2040... et l'objectif de 40 % d'électricité renouvelable n'est atteint qu'en 2034.

Entre ces deux options figure un scénario "intermédiaire", qui ne prévoit aucune fermeture supplémentaire de réacteurs d'ici à 2028, et douze entre 2028 et 2035. Dans ce "compromis", l'objectif de 50 % d'électricité nucléaire est atteint en 2035 et les 40 % d'électricité renouvelable le sont en 2032.

Après avoir enfin arbitré, à moins que la PPE ne soit encore repoussée, Emmanuel Macron devrait présenter la feuille de route énergétique du pays le 27 novembre. EDF obtiendra-t-il gain de cause ? Pas impossible, puisque même le scénario "intermédiaire" lui est favorable.

Selon les informations de *Libération*, avant de démissionner fin août, Nicolas Hulot avait fait acter à l'oral au Président que la PPE ne mentionnerait pas la construction de nouveaux réacteurs, et qu'à l'inverse, elle nommerait les réacteurs à fermer et indiquerait un calendrier de fermeture. L'ex-ministre de la Transition écologique et solidaire avait demandé que deux scénarios soient sur la table.

L'un prévoyait de ramener la part du nucléaire dans le mix électrique à 50 % en 2035, "et on en restait là". L'autre laissait la porte ouverte à la possibilité d'être plus ambitieux, donc d'avancer l'échéance. A condition de démontrer qu'il était faisable de développer fortement le stockage d'énergie solaire ou éolienne. Et de faire baisser "massivement" la consommation d'énergie, ce qui constitue le premier pilier, clé, de la transition énergétique. Sur ce point, Hulot, qui avait martelé en vain en haut lieu que "la clé de la transition énergétique, c'est la réduction de la consommation", nous avait confié début août être en train de "beaucoup" négocier pour renforcer les ambitions gouvernementales sur la rénovation thermique des logements. Un levier essentiel, et une façon d'alléger les dépenses des ménages, en particulier des plus modestes, que l'ex-ministre pourrait à nouveau mettre en avant lors de son retour médiatique, dans l'*Emission politique* jeudi soir sur France 2.

## "Lobbys"

Depuis son départ, les opposants au "tout nucléaire" s'inquiètent. Même si son successeur, François de Rugy, prônait une sortie du nucléaire à l'horizon 2040 quand il était candidat à la primaire de la gauche de 2017, puis s'était montré agacé en tant que président de l'Assemblée par la volonté d'EDF de ne fermer - après ceux de Fessenheim - aucun autre des réacteurs français avant 2029.

*"Ce n'est plus EDF qui fait la politique de l'énergie en France", avait-il lancé en juillet. Rugy, qui doit s'entretenir ce mercredi avec le PDG d'EDF, a dit dimanche au micro d'Europe 1 qu'il ne "voit pas comment on pourrait décider aujourd'hui de commander de nouveaux EPR", soulignant que cette technologie "n'a pas encore démontré sa fiabilité, sa sécurité et sa compétitivité".*

Le député LREM Matthieu Orphelin ajoute :

*"La priorité économique n'est pas à la relance du nucléaire, qui coûtera en 2030 50 % de plus que les énergies renouvelables."*

Et ce proche de Hulot d'insister pour que la PPE soit ambitieuse

*"face notamment aux enjeux climatiques et économiques, il est essentiel qu'elle soit basée sur la sobriété et les modes de production renouvelables".*

Rien n'est moins sûr et les associations grincent déjà des dents. C'est le cas d'Anne Bringault, coordinatrice pour le Réseau pour la transition énergétique et le Réseau Action Climat :

*"Alors que RTE, le gestionnaire du transport d'électricité, nous dit qu'il est possible de descendre à 41 % de nucléaire en 2035, le gouvernement plie sous le poids des lobbys et remet en cause les économies d'énergie qui apporteraient du pouvoir d'achat aux Français et les filières d'avenir, créatrices d'emplois, que sont les énergies renouvelables."*